



www.sfv-fsp.ch

Schweizerischer Fischerei-Verband SFV
Fédération Suisse de Pêche FSP
Federaziun Svizra da Pestga
Federazione Svizzera di Pesca

Journal Suisse de la Pêche / Avril 2011

Travail de lobbying de la FSP auprès de l'administration fédérale

En février, la Fédération Suisse de Pêche (FSP) a mené d'importantes discussions dans l'administration fédérale à Berne. Celles-ci portaient d'une part sur la mise en œuvre de la Loi sur la protection des eaux et, d'autre part, sur la future place de la pêche dans l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).

« Nous doutons fortement que la volonté du Parlement soit appliquée en ce qui concerne la Loi sur la protection des eaux », a déclaré Roland Seiler lors de son entretien avec Walter Thurnherr, secrétaire général du DETEC. Ce que la délégation de la FSP a indiqué au secrétaire général du département Leuthard avait déjà plusieurs fois été publiquement évoqué par la Fédération : le risque important que, sous la pression du puissant lobby des paysans, l'Ordonnance relative à la Loi sur la protection des eaux ne soit pas conforme à la volonté politique du Parlement, qui avait adopté la contre-proposition à l'initiative populaire de la FSP sur la



Walter Thurnherr, secrétaire général du DETEC (à droite) en discussion avec Roland Seiler, Président central de la FSP

protection des eaux. Les milieux agricoles essaient notamment d'obtenir une édulcoration de l'Ordonnance sur la question des terres (fixation

de l'espace des cours d'eau pour les revitalisations) et des surfaces d'assolement sous prétexte d'autosuffisance. Le fait que les agriculteurs

ont déjà obtenu une compensation de 20 millions de francs par an est délibérément passé sous silence dans ce cadre.

Le DETEC se montre compréhensif

Walter Thurnherr a pris les inquiétudes des pêcheurs au sérieux et a indiqué que faire sortir les principes fondamentaux de la loi par la petite porte n'allait certainement pas dans le sens du Conseil fédéral. La décision finale au sujet de l'Ordonnance comportant les points litigieux relève cependant du Conseil fédéral. L'entretien très constructif et axé sur les solutions avec le secrétaire général du DETEC a été mené par un quatuor de membres de la FSP : Roland Seiler, Charles Kull, Philipp Sicher et Kurt Bischof.

Ne pas dévaloriser la pêche

En février a également eu lieu une réunion à l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) à laquelle ont participé Roland Seiler, Charles Kull et Philipp Sicher. Lors d'un entretien avec Willi Geiger, vice-directeur de l'OFEV, et Reinhard Schnidrig, la délégation de la FSP a fait

part de ses inquiétudes au sujet des conséquences de la réorganisation de l'OFEV.

La FSP craint que la dissolution de la section Pêche et Faune aquatique et son intégration à la section Chasse, Forêt et Biodiversité n'affaiblisse la position de la



Reinhard Schnidrig, chef de la nouvelle section Chasse, pêche, biodiversité en forêt

pêche. Le vice-directeur Geiger a fait observer que la réorganisation n'avait pas pour but de supprimer des services ou du personnel, mais de tirer parti des synergies.

Inspecteur de la pêche

En vue d'un partenariat constructif, la délégation de la FSP a proposé des mesures concrètes à l'OFEV et notamment que soit créé un poste supplémentaire dans le secteur de la pêche pour la mise en œuvre des revitalisations et que soit as-

surée la coordination au sein de l'administration.

La FSP suggère en outre que Reinhard Schnidrig prenne le titre d'« inspecteur fédéral de la chasse et de la pêche ».

Enfin, la FSP demande l'augmentation des moyens de financement

pour les projets nationaux de protection des espèces et propose en premier lieu le lancement d'un plan d'action national en faveur de la truite lacustre.

Kurt Bischof